



Déclaration de la FSU au CTA du 19 juin

Lors des CTA précédents, nous avons développé les conséquences sur les écoles, sur les établissements et sur les services, d'une nouvelle diminution des moyens dans l'académie. Nous avons dénoncé la poursuite de réformes qui tournent le dos à la démocratisation du service public, qui organisent le tri des élèves et réservent seulement à quelques-uns des conditions plus favorables. Leurs effets, conjugués avec la diminution du nombre des personnels encadrant les élèves, sont mesurables au niveau des taux de sortie, des poursuites d'études, etc. dans une académie qui devrait au contraire bénéficier de tous les moyens pour assurer la réussite de tous, y compris les enfants des catégories les plus modestes, fragilisées encore par les effets de la crise. Nous avons dénoncé aussi l'introduction progressive d'un « new management » visant à casser les solidarités et à mettre en concurrence entre eux les personnels au nom d'une « efficacité » qui a dans les faits compromis l'exercice des missions de service public dans des conditions favorables à l'intérêt des jeunes.

Depuis, les personnels se sont adressés à vous par de nombreuses actions. L'attente est très forte dans la profession, dans le cadre des annonces du nouveau gouvernement sur la priorité redonnée à l'Education. La FSU prendra toutes ses responsabilités pour porter les revendications des personnels dans le cadre de la conférence sociale et des discussions qui vont s'ouvrir sur la loi d'orientation et de programmation.

Dans l'académie, c'est sur une amélioration des conditions de la rentrée 2012 que nous vous interpellons, afin que vous entendiez les demandes d'urgence formulées par les établissements, dans la continuité des actions menées depuis janvier, et que vous les transmettiez au nouveau ministre. Si les 1000 postes promis au premier degré, dont un certain nombre pour notre académie, constituent une très légère bouffée d'oxygène pour le primaire, ils sont très loin de combler toutes les suppressions et ne prennent pas en compte les besoins criants du second degré et des personnels non enseignants.

Dans le cadre d'un plan d'urgence jugé indispensable par la FSU pour la rentrée 2012, et s'appuyant sur le collectif budgétaire promis par le ministre pour juillet, nous exigeons :

- Le rétablissement des postes supprimés en priorité dans les établissements à public scolaire défavorisé
- Une attention particulière devrait être portée dès aujourd'hui à la situation des écoles, collèges et lycées dont les besoins urgents vous sont parvenus ou vont vous parvenir d'ici le prochain CTA

- La recherche de toutes solutions permettant d'assurer aux stagiaires une entrée dans le métier améliorant de façon satisfaisante leurs conditions d'exercice et de formation. Cela signifie pour le premier degré qu'il n'y ait aucun stagiaire en responsabilité à la rentrée et pour le second degré une décharge de service équivalent à au moins un demi service.
- Tous les dispositifs qui dénaturent fondamentalement les missions de l'école publique et l'objectif de démocratisation du système éducatif doivent être abrogés ou suspendus : les établissements CLAIR (typage de nouveaux postes à profil et désignation de nouveaux établissements), arrêt du processus d'intégration des CIO dans la labellisation, arrêt du soi-disant plan de lutte contre le décrochage, abandon du LPC, des écoles du socle et du projet Edifice.
- Les moyens en décharge, formation et matériel pour que les membres des CHSCT, notamment les secrétaires, puissent assurer leurs fonctions dans de bonnes conditions.

C'est la raison pour laquelle nous avons sollicité et obtenu, ce dont nous vous remercions, un CTA supplémentaire sur la rentrée le 2 juillet. Nous demandons à avoir ce jour-là vos réponses précises à ces demandes de moyens supplémentaires, sur les conditions de formation des nouveaux stagiaires. Le dialogue social est renoué, nous dit-on, nous demandons donc à bénéficier de toute la transparence nécessaire pour jouer notre rôle dans ce contexte particulier. Nous nous réservons de continuer de recueillir les demandes les plus pressantes, et de vous les adresser avant le prochain CTA.

Nous comptons sur vous pour relayer notre exigence d'un vrai renouveau, dès la rentrée, marqué par des signes forts de la part du ministre. Nous souhaitons vivement aussi que vous donniez des consignes aux chefs d'établissement et de service pour que cessent les pressions sur les personnels afin que le climat de travail s'améliore pour les équipes.